

## Travail d'été : de la classe de première SES à la classe de terminale

**Consignes** : travail à faire pour la rentrée, de façon manuscrite, idéalement sur un petit cahier dédié.

Vous disposez également du guide méthodologique pour traiter les sujets de SES.

**Notions et mécanismes** : être capable de définir et d'expliquer les notions et mécanismes suivants

- Loi de l'offre et de la demande
- Notion de coût marginal et de profit maximum
- CPP – preneurs de prix
- Barrières à l'entrée, entente
- Politique de concurrence
- Externalités
- Biens collectifs et communs
- Asymétrie d'information (aléa moral et sélection adverse)
- Revenu disponible des ménages
- CA, Valeur Ajoutée, EBE
- Déficit budgétaire, déficit public, dette publique
- Politique budgétaire (politique conjoncturelle) de relance et de rigueur + limites
- Rôle de la banque centrale
- Politique monétaire de relance et de rigueur (effets + et -)
- Socialisation (+ socialisation primaire et secondaire)
- Rôle de la famille et des configurations familiales
- Socialisation genrée
- Socialisation secondaire

**Entraînement aux épreuves du bac** : s'entraîner à traiter un document statistique, répondre aux questions de l'EC2

## ÉTUDE de document 1

Évolution de l'origine sociale des élèves de classes préparatoires aux grandes écoles, en %

	Agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise	Cadres supérieurs	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers	Retraités, inactifs, autres	Ensemble
1980	12,5	42,1	18,5	8,6	8,9	9,1	100
1996	9,8	50,8	16	8,9	6,9	7,6	100
2000	9,2	51,4	15	8,8	5,4	10,2	100
2005	10,1	51,7	14,3	8,6	5	10,3	100
2010	11,2	52,9	13	9,7	6,5	6,8	100
2015	11,3	52	12,3	10,6	7	6,8	100
2019	10,8	51,9	12,6	11	7,1	6,6	100

● Observatoire des inégalités, d'après le ministère de l'Éducation nationale.

1. À l'aide du document, comparez la situation des enfants de cadres à celles des enfants d'ouvriers.
2. À l'aide du document et de vos connaissances, expliquez comment ces inégalités d'accès aux classes préparatoires peuvent s'expliquer par la socialisation.

### Coup de pouce

1. Calculez des écarts en points sur la période pour mesurer l'évolution de la proportion d'enfants de cadres supérieurs et d'enfants d'ouvriers parmi les élèves des classes préparatoires.
  - Par exemple, la proportion des enfants de cadres supérieurs parmi les élèves de classes préparatoires aux grandes écoles a augmenté de près de 10 points entre 1980 et 2019.
2. Calculez des écarts en mobilisant des coefficients

multiplicateurs (→  Fiche Outil p. 288), pour chaque année, pour mesurer la surreprésentation des enfants de cadres supérieurs, par rapport aux enfants d'ouvriers, parmi les élèves de classes préparatoires.

- Par exemple, en 2019, la part des élèves de classes préparatoires enfants de cadres supérieurs est 7 fois plus élevée, que celle des enfants d'ouvriers.

**Entraînement aux épreuves du bac** : s'entraîner à analyser un sujet et à rédiger un plan détaillé

[Accès libre - SES 1re - Ed. 2023 des Éditions Hatier : Mon espace E-Education \(mesmanuels.fr\)](https://mesmanuels.fr)

Rédigez le plan détaillé correspondant au sujet suivant :

## Sujet

Quels sont les effets des politiques de hausse des dépenses publiques dans un contexte de crise économique ?

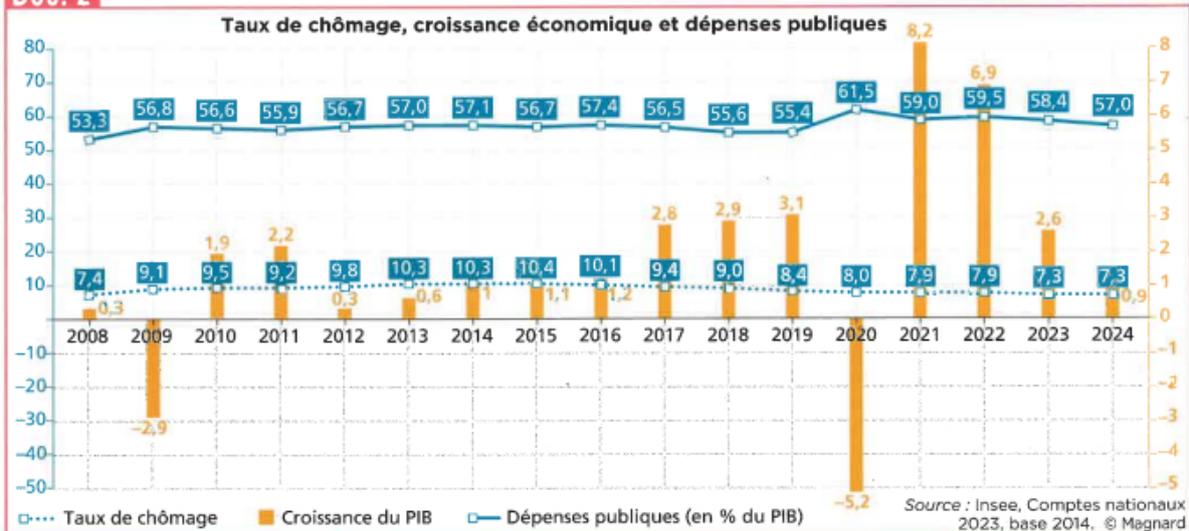
### Doc. 1

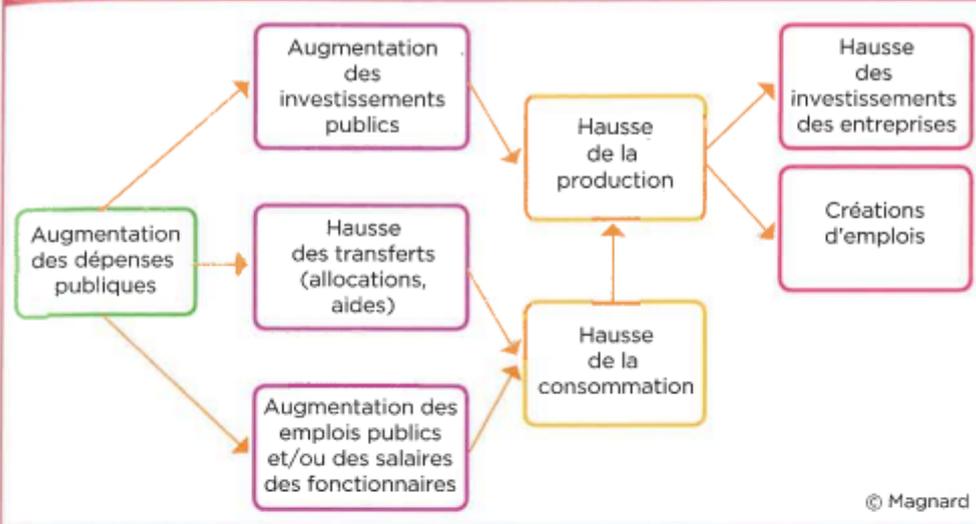
La France a connu une récession sans précédent avec la crise du Covid-19 : une chute de dix-sept points de son PIB au creux de la crise (au troisième trimestre 2020). La vitesse de la sortie de crise est aussi inédite. En sept trimestres seulement, le PIB a renoué avec son niveau d'avant-crise.

Cette résilience exceptionnelle de l'économie française reste fortement liée aux mesures de soutien de l'activité prises par le gouvernement depuis le début de la crise sanitaire. Sans elles, la baisse du PIB aurait été de trente-sept points de PIB, et le niveau de PIB d'avant-crise aurait été retrouvé après 13,5 trimestres, selon nos estimations réalisées pour le Centre pour la recherche économique et ses applications (Cepremap). Les politiques macroéconomiques de soutien à l'activité économique ont représenté une charge financière importante pour l'État [...]. La gestion de la crise du Covid-19 a augmenté ce ratio [dette publique/PIB] de quinze points de pourcentage, amenant la dette publique à un niveau de 115 % du PIB à la fin de l'année 2021. [...] Selon nos simulations, ce ratio aurait [...] atteint un niveau de 145 % du PIB dès le troisième trimestre de 2020. Cet écart de trente points du ratio d'endettement entre les deux scénarios s'explique par la plus grande ampleur et la plus forte persistance de la crise qui aurait alors eu lieu sans les mesures de soutien.

E. Langot, F. Tripier, « Covid-19 : À quoi aurait ressemblé l'économie française sans les mesures de soutien ? », *The Conversation*, janvier 2022.

### Doc. 2



**Doc. 3****Doc. 4**

La montée de la dépense publique en 2020 s'est imposée en raison de la conjoncture économique. [...] L'idée est alors d'augmenter la dépense publique pour pallier les insuffisances de la demande privée, dans une optique keynésienne, qui se base sur l'existence d'un effet multiplicateur de la dépense publique, selon lequel chaque euro dépensé par l'État tend à créer une hausse de l'activité supérieure à un euro. Ce multiplicateur serait plus fort en période de crise économique où la dépense publique trouverait toute sa justification en termes de stabilisation. Si les économistes libéraux sont plus critiques vis-à-vis de cette politique de stabilisation de l'activité, ils ne nient pas toute utilité à la dépense publique [...]. Les économistes libéraux ne bannissent pas, ainsi, toute dépense publique, mais celle qui vient empêcher une dépense privée, c'est-à-dire celle qui crée des « effets d'éviction ». La logique générale de l'effet d'éviction est que la dépense publique doit être financée et l'argent utilisé pour cette dépense publique n'est plus disponible pour la dépense d'investissement privé. Cette dernière est alors diminuée et l'effet de relance est annihilé. L'effet d'éviction interne passe par les taux d'intérêt : [...] le financement de la politique budgétaire utilise des capacités de financement, qui ne peuvent pas être utilisées par le secteur privé. L'augmentation de la demande de fonds par les pouvoirs publics conduit à une hausse du taux d'intérêt, ce qui nuit à l'investissement privé.

Site Melchior.fr, 2024.